



Taux actuels de **démaciation** : 6.9% **retard de croissance** : 21.4% **Proportion souffrant d'insuffisance pondérale** : 11.8%

Source : Gouvernement cap-verdien (DHS, 1994)

Bons résultats

- Cap-Vert : l'État a assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est courante et les marchés fonciers fonctionnent bien. Des politiques promeuvent un accès équitable aux ressources foncières communes.
- L'État encourage des services de vulgarisation et de recherche agricoles variés, et les organisations d'agriculteurs locales participent à l'établissement des priorités des politiques. Le système de vulgarisation est efficace et atteint les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Les politiques, stratégies et mécanismes gouvernementaux visent à assurer l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux services de vulgarisation.
- Cap-Vert : ce pays a mis au point une stratégie/ politique nationale en matière de nutrition.
- Le pays a pleinement consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Cap-Vert : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire et a distribué deux fortes doses de supplément en vitamine A à 98% des enfants en 1996.
- Cap-Vert : en 2015, 96.5% de la population a accès à une source d'eau potable améliorée.
- Cap-Vert : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.
- Le taux d'enregistrement des naissances (91% en 2010) est élevé, permettant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.

Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (7.3% des dépenses publiques en 2016) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Cap-Vert : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (10.8% des dépenses publiques en 2015) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Cap-Vert : dans ce pays, les lois garantissent l'égalité des droits économiques et des droits d'accès à la propriété des terres agricoles entre hommes et femmes. Cependant, ces lois ne sont pas effectivement appliquées et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Cap-Vert : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/ long terme de ce pays (Growth and poverty Reduction Strategy III) accorde peu d'importance à la nutrition.
- Cap-Vert : bien que ce pays ait élaboré une stratégie/politique nationale en matière de nutrition et établi des objectifs de nutrition clairs assortis de délais, on note toujours l'absence de mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques.
- Cap-Vert : les décideurs ne disposent pas d'enquêtes régulières sur la nutrition qui soient statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2005.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (65.2% en 2015) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Cap-Vert : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.



Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques

	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
💰 Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	7.3%	2016	17e
💰 Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ²	10.8%	2015	8e ex aequo

Politiques

🏠 Accès à la terre (sécurité foncière) ³	Bon	2016	11er ex aequo
🏠 Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³	Bon	2013	5e ex aequo
🏠 Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	91%	2010	7e
🏠 Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³	Médiocre	2014	21er ex aequo

Lois

🏠 Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³	Moyen	2014	8e ex aequo
🏠 Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2011	1er ex aequo
🏠 Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2011	1er ex aequo
🏠 La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la l'agri. (énoncés dans la Déclaration de Maputo de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (énoncés dans la Déclaration d'Abuja de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques

	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
💰 Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Sectoriel uniquement	2012	17e ex aequo

Politiques

🏠 Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	98%	1996	7e
🏠 L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2012	1er ex aequo
🏠 Population ayant accès à une source d'eau améliorée	96.5%	2015	5e
🏠 Population ayant accès à un assainissement amélioré	65.2%	2015	6e
🏠 Visites médicales pour les femmes enceintes	87.4%	2010	30e
🏠 Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Faible	2012-2016	38e ex aequo
🏠 Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
🏠 Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Non	2013	35e ex aequo
🏠 Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
🏠 Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Non	2005	36e ex aequo

Lois

🏠 Consécration du CICS ² dans le droit interne ²	Pleinement consacré	2016	1er ex aequo
------------------------------------------------------------------------	---------------------	------	--------------

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré.

^ Code international de commercialisation des substituts du lait maternel